

ADRESSE

de la DIRECTION NATIONALE DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES AUX AGENTS DE LA DGFIP

ALERTE !

En cette rentrée 2012, et après avoir analysé la situation économique et sociale, la Direction Nationale de la CGT Finances Publiques a jugé nécessaire de s'adresser de nouveau à tous les agents.

Le Président de la République vient d'annoncer un plan d'austérité de 30 milliards d'€ pour satisfaire les exigences de l'Union Européenne et des marchés financiers, dont 10 milliards d'€ sur les dépenses publiques. La CGT Finances Publiques alerte l'ensemble des collègues : un tel plan d'austérité aura des conséquences dramatiques sur l'emploi, les missions, les conditions de travail, les droits et garanties collectives.

En conséquence, la CGT Finances Publiques se prononce pour le rejet de ce plan d'austérité.

Qu'il s'agisse de l'emploi, des missions, des rémunérations, de la reconnaissance des qualifications ou des conditions de vie au travail, aucune perspective concrète n'est ouverte pour la satisfaction des revendications. Les premières annonces gouvernementales affichent une véritable continuité avec les politiques menées antérieurement. C'est à se demander si l'engagement d'en finir avec la RGPP n'est pas fictif !

En juin dernier à l'issue des élections présidentielles et législatives, nous avons déjà dit que l'intervention des salariés serait incontournable pour s'opposer aux exigences des marchés financiers, du patronat et des libéraux européens. Nous avons indiqué que ceux ci ne manqueraient pas d'exercer des pressions considérables pour faire perdurer et s'amplifier, pour leurs propres intérêts, les politiques imposant la régression sociale aux salariés.

NON À LA RATIFICATION DES TRAITÉS EUROPÉENS !

Avec le projet de traité Européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique Européenne (TSCG) et le traité révisé sur le mécanisme européen de stabilité (MES), c'est à un véritable corset autoritaire et à l'austérité perpétuelle que sont promis les peuples d'Europe.

Sur un enjeu aussi crucial, refusant de consulter les citoyens, le gouvernement s'apprête à demander aux députés et sénateurs de ratifier ces traités.

➤ **Parce qu'ils impactent la vie quotidienne des salariés, la place et le rôle des services publics, la CGT Finances Publiques a décidé de faire du combat contre ces traités un axe essentiel de son action par tous les moyens, y compris par l'exigence d'un référendum.**

➤ **Elle invite les agents à s'informer sur leur contenu, à signer massivement la pétition proposée par la CGT et à participer aux initiatives locales et nationales allant dans ce sens.**

➤ **Dans ce cadre la CGT Finances Publiques appelle les agents de la DGFIP à participer à la manifestation nationale du 30 septembre 2012 à Paris.**

➤ **En vue de développer les solidarités de lutte contre les plans d'austérité, la CGT Finances Publiques a aussi décidé de nouer des relations avec les syndicats des Finances des pays d'Europe.**

Montreuil, le 14 septembre 2012

Syndicat national
CGT Finances Publiques

● Case 450 ou 451
263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex
● dgfip@cgt.fr
● www.financespubliques.cgt.fr
● Tél. : 01.48.18.80.16

NOUS VOULONS QUE ÇA CHANGE CONCRÈTEMENT !

Sous la pression de ces orientations européennes, et avec l'aval des autorités, le changement en France s'affiche de plus en plus comme une façade, les logiques qui ont fait faillite continuant à être le socle des choix politiques.

Dans la Fonction publique, si l'annonce de l'abrogation de la loi mobilité est une bonne chose on est loin du compte. Sur le jour de carence, les carrières, l'accès au 8^{ème} échelon de la catégorie C, des discussions sont promises mais aucun engagement n'est pris. L'appel à «être raisonnable » lancé aux syndicats par la ministre de la Fonction Publique ne dit rien qui vaille.

A la DGFIP, nombre de directions locales se comportent comme si rien ne s'était passé dans les urnes. On est pour l'heure dans une continuité inquiétante. Ainsi dans un récent discours à Montbéliard, M. Moscovici, ministre de l'Economie et des Finances , fustige l'acronyme de la RGPP pour immédiatement annoncer la poursuite des suppressions d'emplois au nom de la maîtrise des dépenses publiques et de l'ordre de priorité entre les ministères.

La CGT Finances Publiques rejette cette conception erronée et cette vision d'opposition entre missions publiques :

- **Seuls, la satisfaction des revendications sociales et le renforcement de toutes les missions publiques permettront de sortir les pays européens de la crise.**
- **La RGPP a malmené tous les services publics. Redonner à chacun d'entre eux , au travers de la négociation sociale, les moyens nécessaires à leur pleine efficacité au service des citoyens et du pays, est une des conditions du changement réel.**

CONSTRUISONS LES MOBILISATIONS NÉCESSAIRES

Dans ce contexte, il ne s'agit pas de rester dans l'attentisme ni de se cantonner dans une appréciation sévère de la politique gouvernementale. Il s'agit de trouver les voies des actions collectives de nature à faire pencher la balance dans le sens du développement de l'emploi, du plein accomplissement des missions et de l'amélioration des conditions de vie au travail.

C'est à cette mobilisation active, consciente et massive que vous appelle la CGT Finances Publiques. Elle va mettre toutes ses forces à la construire avec vous dans le cadre le plus unitaire possible afin de lui donner toute l'efficacité requise. Dans ce cadre, elle considère nécessaire de mettre en perspective des processus de mobilisation et d'action. **Pour en débattre, La CGT Finances Publiques vous appelle à participer aux heures d'information syndicale que ses sections locales organisent en cette rentrée.**

Dans l'immédiat, dans l'attente d'un véritable bilan contradictoire de la fusion et en exigeant l'arrêt de toutes les restructurations, l'intersyndicale DGFIP a décidé de suspendre la participation syndicale aux groupes de travail « métiers » avec la Direction générale. Pour accompagner cette démarche, la CGT Finances Publiques appelle les agents à multiplier les interventions auprès de leur Direction.

Elle invite aussi les personnels à s'inscrire - sur la base de leurs revendications et à la suite de la manifestation nationale du 30 septembre contre la ratification des traités européens - dans les mobilisations de la prochaine période et les initiatives locales qui seront prises :

- **le 9 octobre journée européenne de mobilisation pour l'emploi et la ré-industrialisation,**
- **le 11 octobre journée nationale d'action des retraités pour le pouvoir d'achat.**